GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE :

18 fr. pour trois mois;
36 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL,
Quai aux Fleurs, 11.
(Les lettres et paquets doivent être affranchis.)

JUSTICE CIVILE.

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

(Présidence de M. Zangiacomi père.)

Audience du 27 avril.

DROITS D'ENREGISTREMENT. — DÉLÉGATION D'UN PRIX DE VENTE.

Les délégations de prix de vente sont exemptes de toute perception de droit d'enregistrement, lorsqu'elles ont lieu dans le contrat de vente lui-même, et l'on doit considérer comme délégation suffisante celle qui y est faite aux créanciers inscrits sur l'immeuble vendu pour recevoir, chacun, ce qui lui est dû à l'échéance fixée par l'obligation qui le concerne en particulier.

Ainsi, l'acte postérieur par lequel la répartition de la somme déléguée est faite à chaque créancier, nominativement et suivant son droit d'hypothèque, ne peut pas être considéré comme constituant seul la délégation, mais uniquement comme l'exécution de la délégation faite antérieurement dans le contrat de vente avec lequel il s'identifie complètement. En conséquence, nul droit à percevoir sur cet acte, sous le prétexte qu'il serait une délégation postérieure à la vente.

Le 30 octobre 1838, vente d'une maison par le sieur Letault au sieur Rousset moyennant le prix de 70,000 fr., laquelle somme, est-il dit dans l'acte, sera payée au vendeur ou, pour lui, aux créanciers inscrits sur cette maison qui sont expressément délégués par le vendeur, pour par lesdits créanciers recevoir, chacun ce qui lui est dû, aux échéances stipulées dans les divers actes obligatoires, etc.

Cet acte ne donna lieu qu'à la perception du droit de mutation. Le 10 avril 1839, second acte par lequel le vendeur donne quittance à l'acquéreur du montant de son prix. Une partie lui est payée directement et l'autre est acquittée à chacun des créanciers inscrits et nominativement désignés.

La régie perçoit le droit de délégation sur cet acte. Sur la demande en restitution qui est formée par le sieur Rousset, la régie oppose que l'indication des créanciers délégués et la reconnaissance individuelle de leurs droits par le vendeur n'ont eu lieu que par l'acte du 10 avril 1839, et que c'est à juste titre que le droit de délégation a été perçu sur cet acte, conformément à l'article 69, § 5, n° 5 de la loi du 22 frimaire an VII.

Jugement du Tribunal civil de Lyon, du 7 août 1839, qui ordonne la restitution du droit perçu.

Pourvoi en cassation pour violation de l'article 69, § 5, n° 5 de la loi précitée. La régie s'appuie sur la jurisprudence, notamment sur deux arrêts de cassation du 7 janvier 1839 (1).

Rejet au rapport de M. le conseiller Brière-Devaligny, et sur les conclusions conformes de M. Hébert, avocat-général, par les motifs ci-après :

« Attendu qu'aux termes de l'article 69, paragraphe 5, n° 5 de la loi du 22 frimaire an VII, la délégation de la totalité ou d'une partie du prix d'une vente d'immeubles, lorsqu'elle est faite dans l'acte de vente lui-même, au profit des créanciers inscrits sur les immeubles vendus, pour raison des créances inscrites, ne donne lieu à la perception d'aucun droit particulier d'enregistrement, parce qu'alors la délégation a pour objet d'acquiescer des créances à terme reposant sur des titres enregistrés ; »

« Et attendu en fait que, dans l'acte de vente du 5 octobre 1838, passé devant Charvériat, notaire à Lyon, il est dit que le prix de 70,000 francs sera payé par Rousset, acquéreur, à Letault, vendeur, ou pour lui aux créanciers inscrits sur la maison vendue, qui sont expressément délégués par le vendeur pour, par lesdits créanciers, recevoir chacun aux échéances stipulées dans les divers actes obligatoires, etc. ; »

« Attendu que si, dans un acte postérieur du 10 avril 1839, passé devant Rambaud, notaire à Lyon, le sieur Letault a désigné les sieurs Chollet, Rousset, Rivière et la veuve Girard, créanciers inscrits sur la maison vendue, comme ayant droit, chacun pour une somme déterminée, au prix du par Rousset, acquéreur, cet acte explique et rappelle le contrat du 5 octobre 1838, dont il règle l'exécution, mais qu'il ne le modifie en aucune manière ; »

« Attendu que le Tribunal de Lyon, en déclarant que le droit d'enregistrement de délégation n'avait pas dû être perçu sur ce second acte, parce que la délégation était faite par le contrat de vente du 5 octobre 1838, loin de violer l'article 69, § 5, numéro 5 de la loi du 22 frimaire an VII, en a fait, au contraire, une juste application, rejette, etc. »

(Plaidant : M^e Fichet, pour la régie.)

Audience du 28 avril.

ARBITRES. — HONORAIRES.

La même chambre a admis le pourvoi des sieurs Gillot et Lerouxau, qui présentent à juger la question de savoir si les arbitres, soit volontaires, soit forcés, ont droit à des honoraires contre les parties dont ils ont jugé les contestations.

Le Tribunal de première instance de Nevers avait résolu cette question affirmativement, en se fondant : 1° sur ce que, dans l'espèce, les arbitres étaient volontaires quoique les contestations s'élevassent entre associés, parce qu'ils avaient été nommés par les parties, suivant une clause de l'acte de société ; 2° sur ce que l'usage est toujours d'accorder des honoraires aux arbitres volontaires, même à défaut de stipulation formelle.

Le pourvoi contre ce jugement, rendu en dernier ressort, opposait les articles 51 du Code de commerce, et 4986 du Code civil. L'arbitrage était fini, disait-on, puisqu'il s'agissait d'une contestation entre associés, et à raison d'une société commerciale. Or, les arbitres forcés sont des juges, et conséquemment leurs fonctions sont gratuites (arrêt de la Cour de cassation du 17 décembre 1830. — Lyon, 2 août 1831) ; mais en supposant que dans l'espèce l'arbitrage dût être considéré comme volontaire, le jugement n'en serait pas moins contraire à la loi. En effet, l'article 4986 du Code civil déclare que le mandat est gratuit s'il n'y a convention contraire. Or, les arbitres volontaires remplissent un

(1) Dans l'espèce de ces arrêts la délégation n'était pas effective dans les contrats de vente. Le vendeur y avait seulement annoncé l'intention de déléguer une partie du prix de vente aux créanciers inscrits ; un second acte était donc nécessaire pour réaliser la délégation projetée. Il n'en était pas ainsi dans la cause actuelle : la délégation se trouvait faite hic et nunc dans le contrat de vente, et le second acte qui désignait les créanciers par leurs noms, et les sommes qui leur revenaient, n'était que l'exécution de la délégation antérieure. Ces arrêts n'étaient donc point applicables.

véritable mandat. Ainsi, sous quelque rapport qu'on envisage la doctrine du Tribunal de Nevers, on reconnaît facilement qu'elle est dépourvue de base.

Ce raisonnement a paru concluant à la chambre des requêtes, qui a admis le pourvoi. (Plaidant, M^e Ledru-Rollin.)

COUR DE CASSATION (chambre civile)

(Présidence de M. Portalis, premier président.)

Audience du 29 avril.

INDIENS. — ESCLAVAGE. — APPLICATION DE LA MAXIME : « NUL N'EST ESCLAVE EN FRANCE. »

L'ordre royal du 2 mars 1759, qui faisait défense à tous Français de traiter des esclaves caraïbes et indiens, « voulant que tous ceux qui seront emmenés ou qui iront à l'avenir dans les Iles du Vent soient déclarés libres, » est-il déclaratif de l'état d'hommes libres en faveur de tous les Indiens sans distinction entre ceux des Indes-Orientales et ceux des Indes-Occidentales ?

Suffit-il qu'une femme esclave ait touché le sol français pour qu'elle soit réputée avoir acquis sa liberté, et que les enfants qui naissent d'elle postérieurement soient réputés être nés avec la condition d'hommes libres ?

Ces questions dont il serait superflu de signaler l'importance étaient soulevées devant la chambre civile de la Cour de cassation par le pourvoi dirigé au nom du sieur Furey contre un arrêt de la Cour royale de Bourbon rendu en 1818.

Voici les faits : La nommée Madeleine, mère de Furey, est née en 1739, dans l'Inde, à Chandernagor. Fort jeune encore elle fut amenée de Chandernagor en France par la demoiselle Dispense, religieuse, qui l'avait prise avec elle pour l'élever dans les principes de la religion chrétienne. Madeleine n'était venue en France qu'à la condition d'être renvoyée dans son pays ; elle y retourna, en effet, confiée aux soins d'une dame Routier qui la conserva à son service jusqu'en 1789, époque à laquelle cette dame se présenta devant les autorités supérieures de l'île Bourbon et déclara l'affranchir. Il est à remarquer que, dans l'acte d'affranchissement, Madeleine était qualifiée d'Indienne.

A l'époque de cet affranchissement, Furey, fils de Madeleine, était en bas âge ; il continua de demeurer dans l'habitation Routier. Cependant, en 1817, il crut pouvoir invoquer contre M. Lorry, gendre et héritier de la dame Routier, la protection des lois, et il protesta contre son état d'esclavage. Il soutenait 1° que sa mère étant indienne, n'avait jamais pu être esclave (ordre royal du 2 mars 1759) ; 2° que, dans tous les cas, il suffisait qu'elle fût venue en France pour que la qualité de libre lui eût été acquise et eût été nécessairement transmise par elle à ses enfants.

Un arrêt de la Cour royale de Bourbon, du 18 février 1818, ayant repoussé cette prétention, Furey s'est, après longues années, et dans le but de faire reconnaître son ingénuité, pourvu devant la Cour de cassation.

Après le rapport de M. Bérenger, M^e Godard de Saponay, avocat, invoque et développe deux moyens principaux.

Le premier, fondé sur une violation du principe du droit public colonial, que tout individu né Indien devait être considéré comme libre ; le deuxième, fondé sur une violation de la maxime que nul n'est esclave en France, et que nulle vente, échange ou aliénation d'esclave qui se trouverait en France ne peut y avoir lieu.

Ces moyens ont été pléinement accueillis par M. le procureur-général Dupin dans le réquisitoire dont nous donnons l'analyse plus bas.

M^e Moreau, avocat de M. Lory, a commencé par faire observer que Furey était désormais sans intérêt au procès, parce qu'il était libre, son maître s'étant abstenu de le comprendre dans le recensement annuel des esclaves ; qu'ainsi il pouvait rentrer à l'île Bourbon et y jouir de l'état d'homme libre sans qu'il fût besoin qu'un arrêt de la Cour de cassation vint reconnaître un droit qui, désormais, n'était plus contesté.

Au fond, il a soutenu 1° qu'aucune loi n'avait prohibé d'une manière absolue l'esclavage dans les établissements français de l'Inde.

« On invoque, a-t-il dit, une ordonnance du Roi du 2 mars 1759, cet ordre est ainsi conçu :

« Sa Majesté étant informée qu'il y a des personnes qui vont traiter des Caraïbes et Indiens de nations contre lesquelles les Français ne sont point en guerre, pour les emmener aux Iles du Vent de l'Amérique que, où ils les vendent comme esclaves, et voulant prévenir les inconvénients que cette traite pourrait occasionner, Sa Majesté fait très expresses inhibitions et défenses à tous Français de traiter des esclaves caraïbes et indiens, voulant que tous ceux qui seront emmenés ou qui iront à l'avenir dans les Iles du Vent soient et demeurent libres. »

« Les termes de cette ordonnance indiquent clairement l'objet de la prohibition qui est contenue.

« Les Indiens qu'ils désignent sont ceux qui étaient emmenés dans les Iles du Vent de l'Amérique.

« Mais était-il donc possible d'alimenter la traite pour les colonies américaines avec des esclaves pris dans l'Inde orientale ? Concevait-on que l'on ait eu besoin d'interdire aux traitants d'aller chercher à 5,000 lieues et jusque dans l'intérieur des terres baignées par l'Océan indien des noirs destinés à recruter la population esclave de nos Iles de l'Atlantique ?

Tel n'a point été, tel n'a pu être le but de l'ordonnance de 1759, et l'erreur du demandeur en cassation vient de ce qu'il confond les naturels des Indes proprement dites, c'est-à-dire des Indes orientales, avec les Indiens d'Amérique. En effet, chacun sait que les Américains indigènes sont connus sous le nom d'Indiens (Balbi, *Abrégé géographique*, p. 969, 980, 988,) et l'auteur dans ses remarques sur l'Inde, p. 690, s'exprime en ces termes : « Il est bon aussi de faire observer que lorsqu'on parle du commerce des Indes, on y comprend non seulement le commerce de l'Inde transgangaïque, mais aussi celui de la Chine, du Japon et des prétendues Iles Asiatiques ou de la Malaisie. On l'appelle le commerce des Indes orientales pour le distinguer de celui des Indes occidentales ou de l'Amérique. »

« Il est facile de voir par ces observations que le nom d'Indiens est commun aux indigènes de l'Amérique et aux indigènes de l'Inde orientale. Ceci posé, pour déterminer de quels Indiens l'ordonnance de 1759 a voulu parler, il suffit de considérer l'objet de cette ordonnance. Cet objet était évidemment d'établir une prohibition relativement au commerce des esclaves dans les colonies américaines. La prohibition était par cela même applicable aux localités où se faisait cette traite, et non à celles où elle ne se faisait pas, et où il était même en quelque sorte matériellement et moralement impossible qu'elle se fit. Or, nous devons le répéter ici, jamais il n'est entré dans l'idée des traitants d'aller chercher dans l'Inde orientale des esclaves destinés aux Antilles, tandis

que rien ne leur était plus facile que d'étendre leur trafic aux indigènes américains.

Ainsi le mot Indien doit s'entendre dans l'ordonnance de 1759, *secundum subjectam materiam*, c'est-à-dire selon les contrées pour lesquelles elle a été faite. A l'appui de cette solution, il convient de faire attention au rapprochement dans les termes de l'ordonnance du mot Indiens avec le mot Caraïbes. Ce rapprochement indique encore que les Indiens pour lesquels le législateur a disposé sont ceux qui se trouvaient dans la même position que les Caraïbes, lesquels sont aussi l'une des castes indigènes d'Amérique.

Il importe au surplus de le remarquer, si l'ordonnance avait eu en vue de prohiber l'esclavage des naturels de l'Inde orientale, elle eût nécessairement été enregistrée dans les colonies françaises de l'Est, les seules où la traite des Indiens orientaux pouvait avoir lieu. Il est certain, au contraire, qu'elle a été enregistrée exclusivement dans nos colonies occidentales. Pourquoi en a-t-il été ainsi, si ce n'est parce qu'elle était faite pour ces dernières colonies seulement ?

Au reste, l'esclavage dans les colonies orientales a été reconnu par divers ordonnances et arrêtés coloniaux, et cela jusqu'en 1792, époque à laquelle un arrêté de l'Assemblée représentative des établissements français dans l'Inde, sanctionné par le gouverneur de Pondichéry, disposa en ces termes :

« Article 1^{er}. A compter du 1^{er} novembre prochain, il est défendu à tous Français, étrangers ou indigènes, d'acheter, amener pour être vendus, vendre, sortir ou exporter aucune personne de l'un et l'autre sexe, de quelque nation asiatique et caste indienne qu'elle soit, dans les établissements français de l'Inde, et aux notaires, tabellions ou autres d'en passer acte ; n'entendant pas comprendre dans les dispositions du présent article les esclaves acquis jusqu'au jour 1^{er} novembre prochain, dont il sera libre aux propriétaires de disposer.

« Ces dispositions ne laissent plus aucun doute sur ce point que la traite des Indiens fut permise dans nos colonies orientales jusqu'en 1792, d'où il suit que l'ordre de 1759 était seulement applicable aux colonies occidentales.

« La conséquence de ceci, et cette conséquence est établie de la manière la plus expresse par l'arrêté de 1792, est que les droits des possesseurs d'esclaves indiens acquis antérieurement à cet arrêté, sont à l'abri de toute contestation.

« Aussi, l'autorité a-t-elle toujours reconnu la légalité de leur possession.

« Or, Madeleine, mère de Furey, était esclave avant 1792.

L'avocat disait, sur le deuxième moyen : Ce principe que l'esclave devient libre au moment où il touche le sol de la France, trouve, selon le demandeur, une première base dans l'ordonnance de Louis-le-Hutin, du mois de juillet 1515, portant : « Considérant que notre royaume est dit et nommé le royaume des Francs, et voulant que la chose soit accordante au nom, avons ordonné que toute servitude soit ramenée à franchise. »

L'on considérerait à tort cette ordonnance comme étant venue détruire la servitude d'une manière complète et absolue ; elle donnait la liberté aux seuls serfs de la couronne, sans changer en aucune façon la condition des serfs dans les terres appartenant à des seigneurs particuliers, aux droits desquels on n'aurait pas admis alors que le pouvoir royal pût porter atteinte sous ce rapport.

Louis XIV lui-même, par son édit du mois d'août 1779, lequel montre du reste que le servage, cet esclavage modifié, avait subsisté bien au-delà de l'ordonnance de 1515, n'avait affranchi que les serfs de la couronne ou des détenteurs de domaines engagés. Ainsi l'ordonnance de Louis-le-Hutin n'avait pas à beaucoup près la portée qu'on lui suppose. Dans tous les cas, antérieure à la fondation des colonies, elle n'a pu être prise en considération pour régler les droits qui en résultaient : et ce que nous disons ici de l'ordonnance de 1515, il faut le dire également du principe auquel elle aurait servi de base dans le système du demandeur en cassation, et en vertu duquel l'esclave serait, devenu libre par cela seul qu'il aurait touché le sol de la France.

« Ce principe a pu se concevoir avant l'établissement des colonies, parce qu'il était vrai de dire jusqu'alors que le droit de la France ne reconnaissait pas l'esclavage. Mais il n'en a plus été ainsi du moment où nos établissements coloniaux ont été fondés et où la base nécessaire, indispensable de cette fondation a été la traite des noirs et l'esclavage.

« Au reste, la loi qui régit la matière, c'est l'édit de 1758 qui permet au maître de conserver en France ses droits sur son esclave lorsqu'il l'y a conduit en observant les formalités voulues et consistant dans l'obtention de la permission du gouverneur de la colonie, ainsi que dans l'enregistrement de cette permission aux lieux de départ et de l'arrivée ; et encore n'accorde-t-il pas la liberté à l'esclave dans le cas où les formalités indiquées n'ont pas été remplies, et se borne-t-il à en ordonner la confiscation au profit de la couronne. Il n'est pas, d'ailleurs, justifié que lorsque Madeleine fut amenée en France par la dame Dispense les formalités prescrites par l'article 1758 n'aient pas reçu leur exécution.

Ainsi le principe qui fait la base du deuxième moyen de cassation n'est pas applicable, et Furey, né d'une esclave, ne peut soutenir être né libre.

M. le procureur-général Dupin prend la parole.

« C'est en vain, dit-il, qu'on a soutenu que le pourvoi du demandeur était sans intérêt ; car indépendamment de l'intérêt public qui s'attache aux questions que ce pourvoi soulève, Furey, libre de fait, a intérêt à faire reconnaître sa liberté d'origine, son ingénuité. Il y a la pour lui une question d'honneur dans laquelle sa position, sa famille, son existence tout entière se trouvent engagées.

« Furey est né libre si sa mère n'a pu être constituée esclave, ou si, avant de le mettre au jour, elle a acquis une liberté qui n'ait plus permis de la reconstruire en esclavage !

« C'est sous ce double point de vue qu'il convient d'examiner le pourvoi.

« La liberté de la race indienne a été non pas créée, mais déclarée par l'ordre royal du 2 mars 1759.

« Cependant on veut limiter les effets de cet ordre. Il s'applique, dit-on, non pas à tous les Indiens, mais à ceux seulement qui se trouvaient sur le territoire américain.

« Cette limitation ne ressort pas de l'ordre royal, qui, loin de là, se sert du mot général Indien. Il ne consacre d'exception que pour les Indiens qui sont en guerre avec la France, sans doute en vertu de ce principe admis dans les temps anciens qu'à la guerre on peut faire des esclaves ; mais, à part cette exception, la déclaration de liberté est absolue et générale.

« Au reste l'instruction du ministre de la marine de 1767 vient fortifier, s'il est besoin, cette interprétation : le ministre était consulté sur la question de savoir s'il fallait, quant à l'affranchissement, distinguer entre les Indiens et les noirs, et le ministre répondait : « Les Indiens sont nés libres et ont toujours conservé l'avantage de la liberté dans les colonies. »

« La liberté, telle est donc la condition des Indiens. Dès lors, si un Indien

a été constitué en état d'esclavage, il est évident que lorsque arrive pour lui le moment de son affranchissement, il reprend son état d'ingénuité.

» Ajoutons les termes de l'assemblée coloniale de Pondichéry du 16 octobre 1792 ne laissent aucun doute, puisque les Indiens y sont qualifiés de *peuple libre*.

» Or, Madeleine était Indienne d'origine. L'acte d'affranchissement lui donne cette qualité; cet acte ne peut donc être considéré comme constitutif d'un état qu'elle n'avait pu perdre, et dès lors son fils, né de femme libre, était libre lui-même.

» Mais alors même que Madeleine eût été légalement esclave, elle est venue en France avant la naissance de son fils; et, par ce seul fait, elle est devenue libre.

» Est-ce bien à l'époque où nous vivons qu'on voudrait établir une équivoque sur la maxime : « nul n'est esclave en France, » et contester le mérite de la déclaration de 1510, déclaration qui n'est venue, au reste, que confirmer des principes déjà anciens sur la terre de France ! Honneur aux parlements, qui n'ont jamais voulu enregistrer les édits et ordonnances relatifs à l'esclavage ! Honneur aussi à l'illustre jurisconsulte qui fit, en 1770, appliquer le grand principe que nul n'est esclave en France ! M. Henrion de Pansey ne porta la parole que dans cette seule affaire; mais il n'en fut pas moins revendiqué par le barreau comme un de ses titres de gloire, car il est de ces causes qui en valent mille.

« Tout est libre, disait-il, dans un royaume où la liberté est assise aux pieds du trône, où le dernier des sujets trouve dans le cœur de son Roi les sentiments d'un père. Nul n'est esclave en France : voilà la maxime fondamentale, maxime formée par une espèce d'acclamation unanime, respectée par les temps, affermie par l'autorité; maxime peut-être la plus glorieuse à la nation et au prince. Tous les rois sont environnés d'esclaves, et il suffit aux esclaves, pour être libres, d'approcher du trône de France.

» Au reste, et en admettant que l'édit de 1716 et celui de 1758 fussent applicables, et que le maître, même en France, eût en le droit de conserver la propriété de ses esclaves, on reconnaît que cela n'aurait pu avoir lieu qu'autant que certaines formalités auraient été remplies; mais rien n'en prouve l'accomplissement.

» Les deux moyens de cassation, dit M. le procureur-général en terminant, se recommandent à l'examen de la Cour.

» Lors même que l'on reconnaît le fait de l'esclavage dans les colonies (fait que nous expions sans doute un jour aux dépens de notre budget), il faut reconnaître aussi que les Indiens, sauf l'exception signalée plus haut, ont toujours été réputés libres.

» Il faut se courber dans tous les cas sous la puissance de cette maxime : « Il n'y a pas d'esclave en France, et quiconque foule le sol français est libre. »

» Nous concluons à la cassation.

La Cour ordonne qu'il en sera délibéré en la chambre du conseil, pour l'arrêt être rendu à la prochaine audience.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR D'ASSISES DE L'AUBE (Troyes).

(Présidence de M. Espivent.)

Session d'avril.

VOLS. — ASSASSINAT. — CONDAMNATION A MORT.

Pendant la nuit du 9 au 10 septembre 1839, Nicolas Lutel avait été frappé mortellement dans son lit, en présence de sa femme assise à son foyer. Ce meurtre avait été accompagné d'un vol de linge et d'une tentative de vol d'argent dans le domicile de Lutel, et ces trois crimes avaient été précédés d'une tentative de vol au presbytère de la même commune. L'instrument du meurtre était une serpe qui avait été volée au presbytère de Montreuil, dans la nuit du 3 au 4 septembre.

La rumeur publique attribuait tous ces crimes à deux étrangers qu'on avait vus dans la soirée du 9 septembre venir de Clérey à Villemoyenne.

Leur signalement transmis dans toutes les directions parut se rapporter exactement aux deux voleurs qui furent désignés, quelques jours plus tard, comme auteurs d'un vol de linge commis au presbytère de Mesnil-Sellières, et dont la police de Troyes découvrit immédiatement les noms. C'étaient les accusés Lainé et Godiot. Ils furent arrêtés le 13 septembre dans l'arrondissement de Bar-sur-Seine, où depuis cinq jours ils colportaient avec l'accusé Thuillot le linge volé à Mesnil-Sellières. L'instruction éleva contre eux les charges les plus graves. Lainé et Godiot se défendirent d'abord par des dénégations et des exceptions d'alibi. Puis, tandis que Godiot s'obstinait dans une lutte désespérée, Lainé parut céder à l'évidence; mais en s'avouant coupable de quelques vols, il affecta de se présenter comme égaré par les suggestions et les exemples de Godiot. Dans les crimes de Villemoyenne, il accepte la responsabilité de la coopération aux tentatives de vol et impute à Godiot le meurtre de Lutel. Godiot s'est vainement efforcé de soutenir son premier système de défense contre les charges réunies de l'information et des révélations de Lainé. L'imputation de meurtre appelé d'autres moyens. Godiot l'a rejeté sur Lainé. En témoignage de sa sincérité et de sa franchise, il a dû faire des aveux et des révélations à son tour, il les a étendus au-delà du cercle que l'instruction judiciaire s'était tracé jusqu'alors; et dans les vols nouveaux qu'il a révélés, s'il a signalé la coopération de Lainé, il n'a pas cherché à voiler ou à diminuer sa propre responsabilité. C'est dans ces circonstances que la plupart des faits contenus dans l'acte d'accusation ont été recherchés et ultérieurement incriminés.

Après l'énumération des vols nombreux commis presque toujours la nuit à l'aide d'escalade, d'effraction, le plus souvent avec des armes apparentes ou cachées, l'acte d'accusation continue.

La maison de Nicolas Lutel est située à Villemoyenne, dans une cour qui tient à une rue de ce village et au chemin de Clérey; à l'extrémité de la maison est la grange, après la grange la chambre à coucher des époux Lutel, ensuite une seconde chambre inoccupée, communiquant avec la première par une porte qui ne fermait pas, puis des écuries. Selon de très anciennes habitudes, la maison des époux Lutel est ouverte le jour et la nuit, à tous venans, passagers, marchands colporteurs ou mendiants. Godiot en avait pu connaître facilement les issues et les étres, quand il est venu mendier dans le pays. Lainé assure, en effet, que c'est Godiot qui l'a amené dans cette maison.

Nicolas Lutel était âgé de quatre-vingt-six ans; sa femme, infirme, en avait soixante-dix-sept. Les deux accusés le savaient; ils comptaient de plus sur sa riche proie. Les époux Lutel avaient eu cinq enfans, qu'ils avaient établis, et le public pouvait croire encore à leur aisance.

Lainé et Godiot attendaient minuit pour envahir le logement des époux Lutel.

Quand cette heure fut venue, ils quittèrent leurs gîtes, armés l'un d'une serpe et l'autre d'une hachette; en passant sous la fenêtre de la chambre à coucher, ils aperçurent, à la lueur d'une lampe placée sous la cheminée, la femme Lutel assise près du foyer. Cette circonstance ne leur causa ni crainte ni hésitation. Ils allèrent à la porte de la seconde chambre, qui était fermée à l'intérieur; après de nombreuses et inutiles pesées pratiquées avec leurs instrumens sur cette porte, pour en forcer l'ouverture, ils se déci-

dèrent à percer le pan de bois à la hauteur du verrou. Le verrou poussé sans effort avec la main, la porte fut ouverte, et les deux voleurs se mirent à fouiller, sans lumière, une armoire et un coffre qui ne contenaient que du linge.

La femme Lutel entendait du bruit depuis une demi-heure, mais elle l'attribua à des chats enfermés dans la chambre voisine, et ne s'en inquiéta pas.

Un homme parait alors, venant de cette chambre; il passe rapidement entre la femme Lutel et la table à manger, sans rien dire à cette femme, sans la toucher, et va droit au lit où reposait Lutel. « Ton argent » lui crie le voleur. — Coquin, je n'en ai ni pour moi ni pour toi, » répond Lutel, et au même instant il est frappé mortellement d'un coup de serpe au front au dessus de l'œil droit. La pointe de la serpe avait pénétré profondément dans l'os frontal, et tandis que le meurtrier s'efforçait de la retirer, Lutel lui avait porté sur la poitrine un coup de pied qui l'avait renversé sans connaissance sur la table. Aussitôt le courageux vieillard avait arraché lui-même l'arme de sa blessure, s'était levé et avait couru chercher ses voisins. Mais dans l'intervalle le meurtrier avait repris ses sens et précipité sa fuite. Quand les voisins arrivèrent, on ne put retrouver ses traces non plus que celles de son complice, qui avait dû emporter le linge volé dans la chambre où tous deux s'étaient d'abord introduits. La femme Lutel, témoin immobile et muet de cette scène si rapide et si lugubre, avait pu observer, malgré son effroi, que le malfaiteur était plus grand et plus gros que son mari, qu'il avait les cheveux noirs et qu'il portait une casquette noire et une blouse bleue.

Dans la plainte qu'il a fait rédiger immédiatement et qu'il a signée, Lutel désigne son meurtrier comme un jeune homme fort et assez grand, âgé de trente-six ans, vêtu d'une blouse bleue neuve. Nicolas Lutel a succombé le 14 septembre à sa blessure.

Déjà sur les indications de Lutel et de sa femme, la voix publique signalait comme meurtrier le plus grand des deux inconnus qui, dans la soirée du 9, étaient venus de Clérey à Villemoyenne. Le plus petit était par conséquent le complice. Le signalement du plus grand se rapportait à Lainé, et ne convenait qu'à lui, sans aucun doute possible; sa jeunesse, sa force, l'élégance de sa taille, ses cheveux noirs et ses vêtements étaient autant de témoignages certains de son identité. C'était donc Godiot qui était le complice. Ces preuves ont été confirmées dans la seule confrontation que la mort de Lutel ait laissée à la disposition de l'instruction.

Arrêtés le 23 septembre, Godiot et Lainé ont été confrontés le 26 avec la veuve Lutel. À la première vue elle reconnaît et déclare fermement que Godiot n'est pas celui qui a frappé son mari; elle trouve au contraire, dans la personne de Lainé la taille, les cheveux noirs et bouffans et les épaules effilées du meurtrier. C'est aussi le même costume. À la vérité la blouse de Lainé est moins neuve et plus frippée au jour de la confrontation que ne l'était celle du meurtrier; mais cette différence dans l'apparence, cette altération de la couleur de la blouse, s'explique par l'usage de ce vêtement dans l'intervalle du crime à la confrontation.

Godiot et Lainé ont donné sur le meurtre, comme sur les crimes qui l'ont précédé et accompagné, des détails identiques et parfaitement conformes à la réalité des faits, pour ceux qui se rapportent à l'introduction par effraction dans la chambre où le linge a été volé. Tous deux étaient en même temps et sur le même lieu acteurs et témoins. Ils devaient exprimer ce qu'ils avaient vu et fait dans dans les mêmes temps. Il n'importe que Godiot et Lainé se renvoient l'un à l'autre le fait de l'effraction du pan de bois. L'un avait une serpe, l'autre une hachette également propres à débaucher, suivant leurs expressions; mais pour les circonstances du meurtre et les brèves paroles échangées entre le meurtrier et sa victime, la parfaite similitude de leurs récits ne permet pas de croire que l'un a parlé d'après les confidences de l'autre. Au contraire, elle démontre que l'un a entendu et vu, tandis que l'autre a parlé et agi avec cette audace que soutenait l'assistance de son complice avant le meurtre, parce que le complice était libre et que le meurtrier s'était évanoui sous la violence du coup de pied de sa victime. Mais tous deux n'ont pas tardé à se rejoindre sur la route de Bar-sur-Seine à Troyes, Lainé avec les mains sanglantes, mais sans arme, puisqu'il avait laissé sa serpe au front de Lutel, et Godiot toujours armé de sa hachette, qui pouvait être encore pour tous les deux un instrument de crime.

Lainé, tout préoccupé du besoin de se disculper du meurtre, disait dans l'instruction qu'après avoir reçu de Godiot la confidence de son crime, il avait éprouvé une sorte de scrupule de se voir associé à un homme cruel, qui attendait avec la même facilité au bien et à la vie d'autrui. Il ajoutait qu'il avait même, avant le meurtre, annoncé à Godiot l'intention de se séparer de lui. Mais Godiot l'avait retenu en le menaçant de le perdre par une dénonciation, et c'est sur cette contrainte qu'il l'avait accompagné à Villemoyenne. Il disait encore qu'en revenant de Villemoyenne et passant sur le cimetière Saint-Julien, Godiot lui avait fait jurer devant la croix la promesse du silence sur les crimes de la nuit et le pacte d'une nouvelle alliance pour des crimes nouveaux. Godiot a nié cette scène sacrilège et les protestations hypocrites de son co-accusé.

Les faits accomplis ne prouvent que trop en effet que l'association criminelle qui les unissait, cimentée désormais par le sang d'une victime, n'avait plus besoin de se fortifier par de semblables sermens, pas plus qu'elle n'avait couru risque de se briser devant des susceptibilités pareilles.

Dès leur retour à Troyes, Lainé et Godiot, toujours livrés à la pensée du vol, se mirent en campagne. Mais après avoir erré pendant la nuit dans les villages du canton de Bouilly et tenté de commettre des vols, on entra dans le presbytère de Crésantigne, sans toutefois que ces tentatives, dont ils venaient, aient laissé des traces saisissables pour une poursuite judiciaire, ils se séparèrent. Godiot, revenant à Troyes par Bouilly, vendit à un maréchal de ce pays sa petite hachette dont il n'avait pas manqué de se munir. Lainé et Godiot se retrouvèrent à Sainte-Savine, et leur réunion fut bientôt suivie d'un nouveau crime.

C'est par suite de ces faits que Lainé et Godiot comparaissent devant la Cour d'assises, sous l'accusation d'assassinat.

Diverses accusations de vol pèsent en outre sur eux; Eder, Dagot et Thuillot sont à côté d'eux, comme complices, à raison de ces derniers faits.

Cinquante-cinq témoins ont été entendus. Parmi ceux qui sont venus déposer sur le fait de l'assassinat, la veuve Lutel surtout a produit une vive impression sur l'esprit du jury. Cette malheureuse presque octogénaire a raconté dans les termes les plus douloureux et les plus accablans pour les accusés comment son mari avait été assassiné sous ses yeux.

L'accusation soutenue par M. Dubois, substitut, a été combattue par M^{rs} Lebrun, Pelée de Saint-Maurice, Argence, Denis et Berthelin.

Les jurés avaient cent soixante-quatre questions à résoudre. Après quatre heures de délibération, ils ont rendu un verdict affirmatif sur toutes les questions à l'égard de Lainé, Godiot et

Eder; ils ont reconnu des circonstances atténuantes en faveur de ces deux derniers.

Dagot et Thuillot, déclarés non coupables, ont été mis en liberté.

Lainé a été condamné à la peine de mort. Godiot a été condamné aux travaux forcés à perpétuité, et Eder, déclaré seulement coupable de vol, à deux ans de prison.

CHRONIQUE.

DÉPARTEMENTS.

— ARRAS, 24 avril. — Depuis quelque temps les crimes se succèdent dans notre arrondissement. Il y a à peine deux mois que je vous informais du meurtre que le nommé Pary était inculpé d'avoir commis sur la personne de sa femme; hier un homme et une femme ont été amenés dans la maison d'arrêt sous une prévention d'incendie, et ce matin on a découvert dans la fosse d'aisances d'une maison de cette ville le cadavre d'un enfant nouveau-né enveloppé dans une chemise de femme. Il paraît que cette jeune victime de la faute de sa mère a vécu, et que sa mort ne remonte pas à une époque éloignée.

— MANTES. — Ces jours derniers, des pêcheurs aperçurent un paquet qui flottait à la surface de l'eau. Ils l'amènèrent dans leur bateau; mais bientôt la toile cédant à leur crochet s'entr'ouvrit: Il en tomba un enfant nouveau-né du sexe féminin et parfaitement bien conformé. Cet enfant avait été étranglé au moyen d'un mouchoir de toile bleue, marqué L. R. Dans l'une des extrémités de ce mouchoir avaient été enfermés quatre grosses pierres, et le tout avait été mis dans un oreiller qui contenait encore sa plume. L'état avancé de décomposition de l'enfant et du linge peut faire penser qu'il est resté au moins huit jours sous l'eau.

Ainsi donc voilà un fait de plus à ajouter à ceux qui doivent servir à décider si le gouvernement doit maintenir la funeste mesure de la suppression des tours.

— Un journal annonce qu'un honorable député doit être nommé conseiller à la Cour de cassation, en remplacement de M. Tripiet.

Nous croyons cette nouvelle inexacte, et, d'après les bruits qui circulaient aujourd'hui au Palais, le siège laissé vacant par le savant magistrat que la Cour vient de perdre, serait donné à l'un des présidents de la Cour royale de Paris, qui, depuis plusieurs années, est restée en dehors des promotions faites à la Cour de cassation.

PARIS, 29 AVRIL.

— Les *Oeuvres de Chateaubriand*, acquises par MM. Pourrat frères et Delaudine Saint-Esprit, doivent être vendues dans quelques jours par *licitation, au plus offrant et dernier enchérisseur*. Avant d'en venir à ce mode de vente les propriétaires des œuvres du plus grand écrivain de notre siècle, avaient tenté de se mettre d'accord au moyen d'un partage en nature qui aurait donné à l'un René, à l'autre *Atala*, à celui-ci les *Martyrs*, à celui-là le *Génie du Christianisme*. Ce partage en nature entraînait des inconvéniens qui ont arrêté les propriétaires. On sait que M. de Chateaubriand avait vendu à MM. Pourrat et Delaudine Saint-Esprit non seulement ses œuvres présentes mais encore celles futures, y compris ses *Mémoires d'outre-tombe*. A défaut d'un partage en nature, une société par actions s'organisa pour l'exploitation des *Oeuvres de Chateaubriand*, et, pendant quelque temps, le *Génie* eut son cours à la Bourse au milieu des chemins de fer, des bitumes et des paquebots à vapeur.

Une édition se publiait à cette époque et devait apporter à chaque souscripteur une prime pour droit éventuel à la propriété d'un château. Malheureusement la législation se montra tout à coup sévère à l'égard des loteries, et les souscripteurs qui avaient complaisamment rêvé qu'ils étaient possesseurs en France d'une villa, reconnurent, un peu tard, qu'ils avaient bâti des châteaux en Espagne.

Aujourd'hui MM. Pourrat, Delaudine Saint-Esprit et M. le marquis de Thiairs, cessionnaire de MM. Pourrat, venaient demander à la 1^{re} chambre du Tribunal de fixer la mise à prix de la vente des *Oeuvres de Chateaubriand*. Il s'agissait en même temps de savoir si les *clichés* (planches permanentes) seraient ajoutés à la vente de la propriété littéraire, bien que M. Pourrat ne les eût pas comptés dans sa cession à M. de Thiairs. Le Tribunal, après les plaidoiries de M^{rs} Fleury, Caignet et Guidon, a remis à statuer à une prochaine audience.

— La sûreté des places de guerre a fait rendre l'ordonnance de 1768 qui défend à toute voiture de trotter ou galoper sur les ponts-levis ou sous les portes des places de guerre. L'histoire atteste qu'il est plus d'une place forte qui a été prise par la ruse au moyen d'une voiture furtivement introduite. Depuis le cheval de Troie jusqu'à la voiture d'Amiens, les ruses de guerre abondent et justifient la défense portée par l'ordonnance de 1768. D'un autre côté l'activité du commerce en créant les malles-postes a fait une loi impérieuse de la rapidité de leur marche, et la Cour de cassation dans sa jurisprudence a reconnu, conformément à l'ordonnance du 16 juillet 1828, que les malles-postes n'étaient soumises, quant à leur marche, qu'aux actes de l'administration particulière qui les dirige. (Arrêt du 8 avril 1836. Dalloz, 1836, 1, 246.) Dans ce conflit la solution dont nous allons rendre compte ne manque pas d'intérêt.

Le 22 décembre 1839, le sieur Renaud, courrier de la malle-poste de Sedan, entra dans cette ville en laissant trotter ses chevaux sur le terrain du génie. Il fut cité à raison de ce fait devant le Tribunal de simple police de Sedan sous l'inculpation d'avoir violé l'article 91, titre II de l'ordonnance du 1^{er} mars 1768 qui défend aux sentinelles de laisser trotter les voitures sous les portes et ponts-levis des places de guerre et pour se voir condamner aux peines portées en l'article 475 4^e du Code pénal comme ayant contrevenu à un arrêté municipal du maire de Sedan.

Le Tribunal de simple police de Sedan renvoya le prévenu de la plainte par un jugement conçu en ces termes: « Attendu que, d'après l'article 9 du titre II du décret du 30 juillet 1793, c'est à l'administration particulière des postes qu'est confié le soin de régler le service des malles-postes de la manière qu'elle juge la plus expéditive et la plus sûre, et que l'article suivant en déterminant un minimum de parcours par heure, porte que la marche des malles-postes ne peut être interrompue ni jour ni nuit, si ce n'est pendant le temps nécessaire pour l'exécution du service; et que l'article 37 de l'ordonnance du 16 juillet 1828 porte formellement que les dispositions de ladite ordonnance ne sont pas applicables aux voitures malles-postes.

Le commissaire de police remplissant les fonctions du ministère public près le Tribunal de simple police de Sedan, s'est

pourvu en cassation contre ce jugement. Mais la Cour, après avoir entendu M^e Piet, avocat du sieur Renaud, défendeur au pourvoi, et contrairement aux conclusions de M. l'avocat-général Pascalis, la Cour a persisté dans sa jurisprudence en rejetant le pourvoi. (Arrêt du 25 avril 1840.)

— Il n'y a pas de session pendant laquelle le jury n'ait à statuer sur des accusations d'attentats à la pudeur.

Hier, il s'agissait d'un viol qui a révélé d'horribles détails. Les débats ont eu lieu à huis clos. Voici, en les dégageant de ce qui pourrait blesser la morale publique, les faits qui sont ressortis du résumé de M. le président Philippon.

Virginie Nicolas est âgée de dix-sept ans. Elle servait en qualité de domestique chez le sieur Evence, marchand de vins rue Meslay, 52. En face de cette maison se trouvent plusieurs ateliers où travaillaient les ouvriers Letellier, Taupin dit *Barbiche*, Duval, Gaillard et Baillasse dit *l'Acteur*. Ce dernier devait son nom à l'emploi qu'il exerçait au théâtre St-Antoine. Duval jouait aussi la comédie au théâtre de la foire St-Laurent.

C'était chez le sieur Evence que ces ouvriers prenaient leur repas. Ils y avaient vu souvent la jeune Virginie. Le 28 octobre dernier, à quatre heures du soir, cette dernière achetait des sabots dans une boutique de la rue Meslay, lorsqu'elle fut appelée dans la rue par Taupin et Duval, qui, sous prétexte de lui donner une commission, la conduisirent dans une chambre qu'ils occupaient en commun, rue Meslay, 61.

Les nommés Letellier, Gaillard et Baillasse ne tardèrent pas à arriver. Aux premières violences exercées sur sa personne, la malheureuse jeune fille se mit à crier ; mais ses cris furent étouffés par les chants des ouvriers. Enfin après avoir été victime de leur brutalité, elle eut la force de s'échapper de la chambre où elle avait été retenue deux heures. Elle s'aperçut cependant qu'on lui avait volé son argent ; elle le redemanda. C'est alors qu'un des acteurs de cette horrible scène eut le courage de lui répondre, en lui montrant une pièce de 5 fr. : « Voilà votre argent, mais nous le gardons ; vous nous avez fait perdre notre journée, nous allons boire à votre santé ; si vous voulez venir avec nous, vous en profiterez. »

De tous les accusés, Letellier est le seul qui ait été arrêté. Il a comparu seul devant le jury. Déclaré coupable de viol, commis de complicité, il a été condamné par la Cour à huit ans de travaux forcés.

— L'affaire des mines de Gravenaud, dans laquelle le Tribunal correctionnel, 6^e chambre, avait ordonné un avant faire droit, sera appelée mardi 5 mai devant la même chambre. M. Migneron, inspecteur-général des mines, a fait l'expertise ordonnée par le Tribunal.

M. Corbin, ancien notaire, contre lequel le ministère public avait fait des réserves, est assigné comme prévenu.

M. Anspach, qui a assisté au commencement de cette affaire, reprendra, pour la mener à fin, le siège du ministère public.

— Un love-lace aux cheveux roux et à la peau couleur de pain d'épice est assis sur le banc des prévenus en compagnie d'une femme, à laquelle un nez pincé et des yeux ronds bordés de rouge donnent un aspect repoussant. Ce couple disgracieux est prévenu d'adultère.

La femme Prin est couturière ; Rose Morny, son complice, est manouvrier.

Le sieur Prin, tailleur de pierre et cabaretier, raconte ainsi les faits :

« Le 28 septembre dernier, je suis été à Chaumont pour affaires, et j'y suis resté cinq jours. Dans l'espace, ma femme est partie avec Morny, qui n'avait pas seulement emporté la particulière, mais encore tous mes pauvres effets, avec quoi qu'il a fait des cadeaux à mon épouse, des enciers, des carafes et des promesses. Il donnait à ma femme de mauvaises inspirations, et, en échange, elle l'excitait contre moi... C'était pas agréable, vu qu'il est très adroit à la savate et au bâton. J'ai voulu réprimer mon épouse dans ses mauvaises mœurs, mais elle n'a pas été touchée... Morny a planté là sa femme pour aller avec la mienne, qu'est pourtant pas trop belle comme vous voyez ; il l'a laissée avec trois enfants à la charge de la commune... Ah ! j'oubliais !... en partant, ma femme m'a laissé une lettre dans mon comptoir, où elle me disait qu'elle voulait être l'amante de Morny pour la vie, avec un cœur percé d'une lardoire pour paraphe. Dans le cours de leur voyage, ils ont vécu de vols et d'escroqueries... mon épouse volant des pantalons qu'elle allait vendre... elle a aussi soulevé du sucre dans une raffinerie et 50 fr. de *ratu* dans une auberge.

La femme Morny : Je ne pouvais pas me tourner d'aucun côté sans voir M^{me} Prin qui cherchait partout mon mari. Je les ai tant guettés, qu'un jour que le mari n'y était pas je les ai attrapés dans la maison... C'était à six heures du matin, et ils avaient tous deux un drôle d'air tout de même... à preuve que j'ai appelé la femme Prin p... Pour lors mon mari s'est sauvé ; c'est femme a pris un grand couteau, et a dit que si j'approchais, elle allait me le flanquer dans la poitrine.

M. le président : Les avez-vous surpris en flagrant délit ?

La femme Morny : Non, non, ils n'étaient pas en grand délit.

M. le président : Étaient-ils habillés ?

La femme Morny : Oui, Monsieur.

M. le président : Ils sont partis ensemble pour voyager ?

La femme Morny : Certainement... Mon mari m'a dit : « Je vais me promener un peu à la gare... » Et il est resté absent six mois.

M. le président : Femme Prin, vous êtes partie avec Morny ?

La femme Prin : Non, Monsieur ; je suis partie toute seule et nous nous sommes rencontrés ensemble.

M. le président : Vous êtes allés ensemble dans le département du Gard, où vous viviez maritalement.

La femme Prin : C'est pas vrai !... Il m'a dit qu'il allait du côté de Nîmes et je lui ai fait un petit boui de conduite.

M. le président : Ainsi vous niez avoir eu des relations avec Morny ?

La femme Prin : Je crois bien que je le nie... Mon mari est un grand gueux ! je lui donne ma malédiction...

M. le président : Et vous, Morny, avouez-vous avoir vécu avec la femme Prin ?

Morny : Oui, Monsieur, je m'en confesse.

La femme Prin : Prouvez ! voyons, prouvez !

M. le président : Vous l'avez débauchée et entraînée.

Morny : Oh ! pour ça, minute, excusez ! pas du tout. Je lui ai dit que j'allais faire un petit voyage, et elle m'a demandé de la laisser venir avec moi, parce que son mari la maltraitait. Elle m'a fait la conduite jusqu'à Lyon. Là, elle m'a dit : « Va où tu as affaire ; moi je vas rester ici. Je sais travailler ; je n'ai pas besoin d'un homme pour me nourrir et pour me battre. »

M. le président : Vous avez vécu maritalement avec elle dans le département du Gard ?

Morny : Oui, un peu... comme ça...

La femme Prin : Faut-il qu'un homme soit chose de se vanter tant que ça !

Le Tribunal condamne la femme Prin à quatre mois de prison, et Morny à un mois de la même peine.

— Après diverses remises successives et nécessaires pour la régularisation de formalités de procédure, le Tribunal de police correctionnelle (6^e chambre) s'est occupé aujourd'hui d'une plainte en diffamation dirigée par MM. Laurent et Viennot, cogérans du *Corsaire*, contre MM. Emile de Girardin et Dujarrier, directeur et gérant de la *Presse*. Il s'agissait d'une série d'articles insérés dans plusieurs numéros d'octobre et de novembre derniers, et considérés comme diffamatoires par les plaignans qui de plus incriminaient également certaines expressions proférées contre le *Corsaire* par M. de Girardin, pendant la suspension de l'audience et lorsque le Tribunal délibérait sur les débats élevés entre M. de Girardin et les gérans du *Corsaire*.

On a entendu plusieurs témoins relativement à ce dernier chef de prévention. M^e Ploque, défenseur des plaignans, conclut en leur nom à 10,000 francs de dommages-intérêts contre les prévenus, et à l'insertion du jugement à intervenir.

M^e Léon Duval présente la défense des prévenus, et le Tribunal, conformément aux conclusions de M. l'avocat du Roi Meynard de Franc, prononce un jugement qui condamne M. de Girardin à 200 francs d'amende et à 300 francs de dommages-intérêts, et M. Dujarrier à 100 d'amende et à 200 de dommages-intérêts ; la contrainte par corps est fixée à six mois.

— Les sieurs Boucher et Cornevin se sont associés pour l'exploitation d'une singulière industrie. Ils ont imaginé de faire paraître mensuellement une espèce de journal à la main, lithographié sur feuille *in-quarto*, et portant pour titre : *Liste des Mauvais Payeurs*. Ce journal a pour objet de signaler au commerce de détail de Paris, et principalement aux tailleurs, bottiers et chapeliers les individus connus pour avoir l'habitude d'acheter à crédit et d'oublier d'acquitter leurs mémoires. Ces listes sont adressées chaque mois aux abonnés moyennant 12 francs par an. Ils reçoivent en outre à la fin de chaque année une table générale des mauvais débiteurs, avec addition d'une catégorie à part prise parmi les mauvais débiteurs.

Non seulement ces listes mentionnent les noms, prénoms et domicile des mauvais payeurs, mais elles donnent encore leur signalement et la plupart du temps une facétie biographique en une ligne, de nature à faire reconnaître à la première vue les personnages indiqués et à mettre plus sûrement en garde la prudence des fournisseurs contre les ruses des élégans et élégantes qui veulent briller à leurs dépens.

On conçoit aisément ce que de semblables personnalités doivent avoir de scandaleux. Les renseignements acceptés de toute main et fournis la plupart du temps par des créanciers de mauvaise humeur, doivent nécessairement livrer au pilori de la publicité des hommes fort honorables accolés aux noms justement tarés de débiteurs de mauvaise foi. Pour donner une idée de ces singulières publications et de la partie plaisante de la rédaction de MM. Cornevin et Boucher, nous nous bornerons à quelques citations, en taisant les noms, bien entendu, des débiteurs ainsi excommuniés par les tailleurs, bottiers et chapeliers de la capitale. On lit dans une de ces listes :

M. C..., jeune et joli garçon, très fashionable, se disant avocat, rue de... ; M. D..., très beau et très grand brun, belles moustaches ; M. P..., homme d'affaires, gros courtaud, brun ; borgne ; M. le baron de V..., fort joli brun, extrêmement poli, M. B..., médecin, frisé, extrêmement insinuant ; M. C..., Anglais, maigre et blond, jambes fines et mollets de coq ; M. D..., grand et beau blond, quelquefois accompagné d'une comtesse ; M. R..., se disant ancien avoué et ancien marchand de vins.

On lit dans les notes relatives aux dames signalées comme mauvaises débitrices :

M^{me} de B..., jolie petite et forte brune ; M^{me} la baronne de L..., grosse châtaine, tenant un petit chien en laisse ; M^{me} R..., grande maigre, ayant des dents artificielles ; M^{me} D..., grande brune, genre espagnol ; M^{me} L..., petite châtaine assez forte ayant de gros pieds.

Aucune de ces dames n'a jugé à propos de mettre, par une plainte en diffamation, l'auditoire de la police correctionnelle à même de juger de la vérité des éloges ou de la sincérité des reproches adressés à leur beauté ; mais M. C... qui appartient réellement au barreau et qui, loin d'être insolvable, jouit, dit-on, de 30,000 francs de rentes, a pensé qu'il était de sa dignité et qu'il devait à l'ordre honorable dont il fait partie et dont plus de trente membres figurent sur les fatales listes de porter plainte contre les sieurs Boucher et Cornevin. Il a en outre assigné M. Houard, rue de Provence, qui a donné son nom et l'indication qui le suit aux éditeurs de la liste des *Mauvais débiteurs*.

M. C... expose dans sa plainte qu'il attribue le mauvais vouloir et le sentiment de vengeance qui a porté M. Houard à le désigner aux sieurs Bouchet et Cornevin au ressentiment que ce marchand conçu de ce qu'il avait cessé de lui donner sa pratique. Ce fut alors que M. Houard s'imagina de lui réclamer un reliquat de compte de 23 francs qu'il avait, lui, la certitude d'avoir payé.

M^e Dupin plaide pour M. C... et conclut en son nom à 3,000 fr. de dommages-intérêts.

M^e Baroche présente la défense de M. Houard.

Le Tribunal, faisant droit aux conclusions de M. Meynard de Franc, avocat du Roi, condamne Boucher et Cornevin chacun à huit jours d'emprisonnement, Houard à 200 fr. d'amende, statuant sur la demande à fin de dommages-intérêts, il condamne solidairement les trois prévenus à payer au demandeur 500 fr. à titre de dommages-intérêts, ordonne que le jugement sera inséré dans trois journaux aux frais du plaignant, et fixe à un an la durée de la contrainte par corps pour l'exécution de ces diverses condamnations.

— Deux petits larrons qui ne comptent pas vingt années à eux deux sont en présence devant la 6^e chambre. Il s'agit d'un demi-mètre de galette toute chaude volée et mangée de complicité. Après les plaisirs de la gourmandise satisfaite est venu l'instant des remords, des pleurs et des grincemens de dents, car il y a eu d'aventure une pratique clairvoyante qui a averti M. *Coupe-Toujours*, le négociant en galette toute chaude, et celui-ci a fait main-basse sur les deux délinquans au moment où ils venaient de torde et d'avaler la dernière bouchée du corps du délit. Paul a dit : « C'est pas moi, na ! » Pierre a dit : « C'est pas moi, j'aime plutôt pas Dieu ! » Malgré dénégations et sermens, le négociant a tiré d'importance les oreilles des deux drôles et s'appretait à les renvoyer après cette correction lorsque la vindicte publique est intervenue sous la forme d'un sergent de ville. Les deux bambins, escortés de leurs mamans citées comme civilement responsables, comparaissent devant la police correctionnelle.

Il est aisé de voir que les deux scélérats ont plus peur de leurs mamans que de M. le président du Tribunal. Les mamans font les gros yeux à Paul Guillemard et à Pierre Langier. M^{me} Guillemard va même jusqu'à simuler en pantomime des menaces de correction maternelle renouvelées du bon vieux temps. Guillemard fait trois pas de retraite et va chercher un refuge derrière le bureau de M. le greffier. Pierre, plus résolu ou plus confiant dans l'indulgence de sa maman, fait tête à l'orage et essaie des voies d'attoulement. Mais la douleur va mal à cette grosse figure réjouie d'ange bouffi ; ses yeux secs se refusent aux larmes, ses joues rosées donnent un démenti à son désespoir.

M. le président : Voyons, petit, ne faites pas semblant de pleurer. Vous n'en avez nulle envie. Dites-nous plutôt la vérité. Qui de vous deux a pris la galette ?

Pierre : C'est Paul.

Paul : C'est Pierre.

M. le président : C'est probablement Pierre et Paul, et vous feriez mieux d'avouer que de nous forcer, par des mensonges, à être sévères.

Paul : Monsieur, c'est Pierre qui m'a dit comme ça qu'il avait faim et qu'il allait chipper de la galette.

Pierre : Monsieur, c'est Paul qui m'a dit qu'il allait chipper de la galette, parce qu'il avait faim.

M. le président : Vous avez avoué tous les deux en avoir mangé ?

Pierre : C'est Paul qui m'en a donné, mais je n'en voulais pas.

Paul : C'est Pierre qui m'en a donné, mais je n'en voulais pas.

M. le président : aux deux mamans : Vous le voyez, vos deux enfans pris en flagrant délit de vol, ajoutent à ce tort celui du mensonge. Engagez-les, dans leur intérêt, à nous dire toute la vérité.

Les regards courroucés, les menaces mimées de flagellations recommencent ; les deux bambins sont ébranlés ; la vérité s'échappe avec les sanglots.

Paul : C'est vrai, Monsieur, nous l'avons fait. Voilà que je dis comme ça à Pierre : « Dis donc, Pierre, une idée ; si nous mangions pour 2 sous de galette. » Pierre me répond comme ça : « Je l'aime joliment la galette ; mais j'ai pas du tout 2 sous. » Je dis comme ça à Pierre : « Moi non plus, mais c'est égal j'vas z'y en chipper, à l'homme, et quand j'aurai 2 sous de maman j'l'y donnerai ses 2 sous, tiens. » (Paul continue après un long beuglement.) Alors j'ai chippé la galette, Mon...on...sieur, j'ai...ai...ai chi...i...pé la galette.

M. le président : Mais vous en avez pris un très gros morceau ; il n'y en avait pas seulement pour deux sous.

Pierre : Y en avait presque pas deux ou trois bouchées, v'là tout. Nous ne le ferons plus, Monsieur, bien sûr, bien sûr, parole d'honneur !

Les menaces des deux mamans, les roulemens d'yeux continuels. Interrogées à leur tour, celles-ci promettent de bien surveiller à l'avenir leurs polissons d'enfans, M^{me} Guillemard ajoute même à cette promesse celle de fouetter d'importance M. Pierre Guillemard si l'envie lui reprend de manger de la galette à bon marché. « Ah mais ! ah mais ! ajoute-t-elle, c'est que, voyez-vous, faut qu'ça casse ou qu'ça plie ! Jacques-Florimond Guillemard, son père et mon défunt, était connu à la halle et partout comme un brave homme, et pas une créature sous le ciel n'a un cheveu de notre tête à nous réclamer. Ah mais ! ah mais ! si ce gueux-là bronche je le trépignerai, je le casserai, je l'étranglerai pour commencer. (Paul pleure tout de bon et à chaudes larmes.) Sois gentil, mon petit, continue la maman qui s'attendrit à son tour ; sois mignon, mon poulot, et je t'en donnerai de la galette... de la galette qui ne devra rien à personne.

Les deux marmots sont acquittés et rendus à leurs mamans.

— Un incendie menaçant, et dont les conséquences, si on ne s'en fût rendu maître immédiatement, pouvaient être de la gravité la plus déplorable, a éclaté aujourd'hui au collège Louis-le-Grand. Il était midi et demie environ, et les élèves, après avoir terminé leur repas, passaient dans les cours de récréations, lorsqu'un épais tourbillon de fumée qui s'élevait de la toiture d'un grenier placé au-dessus des cuisines indiqua que le feu avait dû se communiquer à un amas de bois hors de service, de tables, de chassis et de portes, qui y avaient été déposés. Aussitôt des secours furent requis aux postes voisins des pompiers et des gardes municipaux. Les seaux à incendie et la pompe du collège furent mis en mouvement ; les employés du collège s'élançèrent sur les toitures et dans les bâtimens qui dominent celui où le feu avait éclaté.

Pendant ce temps, le proviseur du collège, M. Pierrot, pour éviter le trouble que pouvait causer l'anxiété, et même, peut-être, le zèle imprudent des élèves, les faisait partir, sous la conduite des maîtres de quartiers, pour la campagne de Vanvres, où le collège possède l'ancien château des princes de Conti.

A trois heures, on était entièrement maître du feu, dont on avait dès le principe concentré le foyer en l'isolant des bâtimens même du collège, auxquels il devenait impossible qu'il se communiquât, et M. le préfet de police qui s'était immédiatement rendu sur le théâtre du sinistre, et avait encouragé de son exemple les travailleurs, se retirait ainsi qu'une partie des pompiers, dont les secours étaient devenus désormais inutiles.

Ce soir, à huit heures, les élèves sont revenus au collège, où tout était rentré dans l'ordre et la régularité accoutumés. On n'a eu à déplorer aucun accident, et ni les cours ordinaires ni les habitudes de régularité de la maison n'auront souffert de cet événement dont nous rapportons ici les circonstances dans le but surtout de rassurer les parens des nombreux élèves de ce collège.

— M. Yacossin, négociant, qui a été entendu comme témoin dans l'affaire des mines de Mège-Coste, et dont nous avons rapporté la déposition dans la *Gazette des Tribunaux* du 26 avril, nous écrit qu'il n'est pas exact qu'il ait dit que le projet de transaction qui avait été proposé en 1839 par la majorité des actionnaires n'avait pas eu d'effet : qu'il a dit, au contraire, en offrant à M. le président la remise de cette pièce dont il est encore dépositaire, que cette transaction avait été discutée et acceptée par MM. Delamarre, Lemarchand, de Breuvery, l'un des plaignans et lui-même, tous membres de la commission spéciale ; qu'elle avait été immédiatement rédigée par M. César Casati, lue, relue et paraphée par chacun d'eux, et qu'elle avait été acceptée à l'assemblée générale de novembre 1839 par 57 voix contre 14 ; que cette transaction dont lecture n'avait pas été faite à l'audience, avait eu au contraire tout son effet ; que les deux cents actions suspendues avaient été déposées chez M^e Cahouet, notaire ; que l'emprunt de 325,000 fr. (car il a été augmenté de 25,000 fr. à la demande du gérant) avait été réalisé, et que la société ne marchait aujourd'hui qu'au moyen de cette ressource.

— ALGER. — Le deuxième Conseil de guerre permanent de la division d'Alger, dans sa séance du 13 de ce mois, s'est occupé de l'affaire relative aux trente-cinq soldats espagnols de la légion étrangère, prévenus de complot de désertion et de tentative d'assassinat sur la personne de leur lieutenant.

Avant l'ouverture de l'audience qui était fixée pour huit heures du matin, une foule innombrable encombra les avenues du local destiné aux Conseils de guerre.

A huit heures précises l'audience est ouverte, M. le président ordonne la lecture des pièces de l'instruction, qui dure jusqu'à dix heures et demie; après cette lecture, la séance est suspendue pour être reprise à midi.

A la reprise, M. le président ordonne l'introduction des accusés dans la salle du Conseil; sur trente-cinq, vingt-quatre sont absents. M. le capitaine-rapporteur requiert que les absents soient jugés par contumace; le Conseil fait droit à ce réquisitoire; immédiatement après on procède à l'interrogatoire des accusés présents, ils sont un nombre de neuf.

Voici les faits qui résultent de l'instruction : Dans la soirée du 19 mars dernier, au blokaus dit de la Maison brûlée, et vers onze heures du soir, on entendit des cris plaintifs partant d'une distance très rapprochée du poste.

Ces cris étaient poussés par le lieutenant du poste, trois soldats le frappaient à coups redoublés, d'autres restaient spectateurs inactifs.

Le cri : aux armes ! se fait entendre, le capitaine commandant le poste, qui s'était couché, fatigué d'une marche qu'il avait dû

faire dans la journée, se réveilla et courut vers le lieu d'où partait ce cri; à son apparition tous les soldats qui se trouvaient hors du blokaus prirent la fuite avec armes et bagages, le lieutenant resta seul percé de coups. De prompts secours lui furent donnés par ceux qui étaient restés, ils n'étaient plus que dix.

Qu'étaient devenus les fugitifs, et quelle cause pouvait-on attribuer à cet acte ?

Quant aux fugitifs, les uns avaient marché toute la nuit et s'étaient jetés dans les gorges de la montagne, cherchant un refuge chez nos ennemis.

Les autres s'étaient rendus le lendemain volontairement, au point du jour, à des postes voisins.

D'autres, enfin, avaient été pris dans une tribu ennemie, c'est-à-dire sur son territoire, avant qu'ils eussent eu le temps de se livrer aux habitants de cette même tribu.

Quant à la cause de ces attentats, les débats ont démontré que la politique y était totalement étrangère, et que bien qu'une partie des soldats compromis eût servi don Carlos, le lieutenant chrétien ne leur avait donné aucun motif de vengeance.

En présence de tous ces faits, qui ont révélé que les principaux coupables étaient ailleurs que sur le banc des prévenus, le président du conseil a donné la parole à M. Chalmel, du 41^e, capitaine-

rapporteur, qui a conclu contre sept des accusés présents à la peine capitale, ainsi que tous les contumaces.

Après son réquisitoire, la parole est donnée à M. Labarrère, défenseur des accusés.

M. le président prononce la clôture des débats et ordonne la fermeture des portes.

Après une heure de délibération, le Conseil, qui vient de résoudre quatre-vingt-seize questions qui lui ont été posées par M. le président, prononce la condamnation à la peine de mort contre les vingt-quatre contumaces, relaxe cinq des accusés présents, et ne condamne les quatre autres qu'aux peines ordinaires de la désertion à l'intérieur, avec les aggravations de peine pour désertion d'une place de première ligne, avec armes appartenant à l'Etat, etc., etc.

Aucun pectoral n'a encore obtenu du succès dans le traitement des maladies de poitrine, des rhumes, des toux, des catarrhes, etc., comme le Sirop pectoral Gage, pharmacien, à Paris, rue de Grenelle-St-Honoré, 13. Il est reconnu que ces préparations ne contiennent pas d'opium.

Le traité médical du docteur G. de Saint-Gervais se trouve chez l'auteur visible de dix à trois heures, rue Richer, 6.

La plus efficace des pâtes pectorales pour guérir les rhumes et les enrouements est la PATE de NAFÉ d'Arabie. (Dépôt, rue Richelieu, 26.)

SEUL DÉPÔT EN FRANCE.

Chez M^{me} MA, Palais-Royal, galerie de Valois, 173, au 1^{er}. L'EAU ANGLAISE, Seule avouée par la chimie pour teindre à la minute et sans aucun danger les cheveux, favoris et moustaches, en toutes nuances. 6 fr. l'article; 10 fr. les deux. SURDITÉ. Fausses oreilles très petites que l'on peut cacher. Elles rendent de suite à l'ouïe toute sa finesse. Prix : 25 et 30 fr. Envoi contre un bon sur la poste.

SIROPS D'AUBENAS

Brevet et autorisé par l'Académie royale de médecine. Contre la CONSTIPATION, les IRRITATIONS, INFLAMMATIONS, etc., pharm. POTARD rue Saint-Honoré, 271, où on trouve le Sirop d'Aubenas, contre la DIARRHÉE. Dépôt à la ph. LABORDETTE, place Beauveau, 92. (Voir les Prospectus.) Paris.

Brevet d'invention. CAUTERES. Médaille d'honneur

POIS ELASTIQUES EN CAOUT-CHOUX

DE LEPERDRIEL, pharmacien, faubourg Montmartre, 78, à Paris. — Par leur usage, les Cautères produisent les bons effets qu'on a droit d'en attendre sans causer de souffrances. — Dépôts dans les bonnes pharmacies.

Fin, 4 fr. PAR PROCÉDÉ MÉCANIQUE. Surfin, 4 fr. 50

CHOCOLAT RAFFRAICHISSANT

AU LAIT D'AMANDES, préparé par BOUTRON-ROUSSEL, Boulevard Poissonnière, 27, et rue du Petit-Bourbon-Saint-Sulpice, 12. Dépôts dans toutes les villes de France.

DANS TOUTES LES PHARMACIES

PATE PECTORALE SIROP PECTORAL

AU MOU DE VEAU

DE DEGENETAIS PH^{ARM}. RUE S^T HONORÉ, 527.

RUE DU FAUBOURG MONTMARTRE, 10.

PECTORAUX AUTORISÉS et reconnus Supérieurs à tous les autres par plusieurs ouvrages de Médecine, pour la guérison des RHUMES

COQUELUCHE, GATARRHES, TOUX, PHTISIES, ENROUEMENTS

(Boîtes 2f. 50 toutes les Maladies de Poitrine. 1/2 Boîtes 1f. 25)

SPÉCIALITÉ D'ÉCHARPES

Et CHALES NOIRS pour DAMES et ENFANS. Chez MALLARD, AU SOLITAIRE, faubourg Poissonnière, 4, près le boulevard.

PUBLICATIONS LÉGALES.

Sociétés commerciales.

CABINET DE M. BRIÈRE, ANCIEN AGRÉÉ, rue Neuve-St-Denis, 18, à Paris.

Par acte sous seing privé, en date à Paris du 16 avril 1840, y enregistré le 28 desdits mois et an, Mme Charlotte CHAMPIGNEULLE, mde de modes, demeurant à Paris, rue Vivienne, 13; et Mlle Adeline DUTEMPLE, modiste, demeurant chez ladite dame, ont contracté, sous le nom et la raison sociale de Mmes CHAMPIGNEULLE et DUTEMPLE, une société dont le siège est à Paris, rue Vivienne, 13, pour quinze années et trois mois, qui ont commencé le 15 avril 1840, et qui expireront le 15 juillet 1855, pour l'exploitation du fonds de commerce de modes de Mme Champigneulle.

L'apport de Mme Champigneulle consiste en la valeur de son fonds de commerce, des ustensiles et objets mobiliers en dépendant, de son droit au bail, des loyers par elle payés d'avance, et des marchandises lui appartenant, le tout évalué 17,247 fr. 75 cent.

Celui de Mlle Dutemple est de pareille somme, et doit être effectué en valeurs et argent.

Mme Champigneulle est exclusivement chargée de la signature sociale. En conséquence, tous effets de commerce, pour être valables, doivent être souscrits ou endossés par ladite dame.

Pour extrait : A Paris, le 16 avril 1840.

CHAMPIGNEULLE. DUTEMPLE.

Par acte passé devant M^e Mailland et son collègue, notaires à Paris, les 14, 16 et 18 avril 1840, enregistré;

M. Alexandre-Théodore de ST-OUEN, rentier, demeurant à Paris, impasse des Hospitalières, 2, rue des Minimes, a déclaré, du consentement de MM. Michel, Javary et Tamisier, ci-après nommés, se retirer définitivement de la société qu'ils avaient constituée aux termes d'un acte reçu par M^e Mailland et son collègue, le 4 mai 1839, ayant pour but de faciliter aux jeunes gens assurés contre les chances du tirage au sort pour le service militaire, leur remplacement à l'armée en cas de chance défavorable au tirage. Par suite, cesser à compter du jour de l'acte ci-dessus énoncé, d'avoir aucun intérêt dans les opérations de ladite société et renoncer à pouvoir jamais s'immiscer dans l'administration des affaires sociales.

Et il a été dit, que par suite ladite société ne se trouvait plus être en nom collectif que pour M. Jean-Baptiste MICHEL, rentier, demeurant à Paris, rue Coquillière, 33; M. Maurice TAMISIER,

rentier, demeurant à Paris, rue d'Arcole, 17; et M. Paul-Ernest JAVARY, rentier, demeurant aussi à Paris, boulevard St-Martin, 9; et que les bases de la société n'éprouvaient de modification que celle provenant de la retraite de M. de St-Ouen.

Par ledit acte des 14, 16 et 18 avril 1840, MM. Michel, Javary et Tamisier se sont reconnus débiteurs envers M. de St-Ouen de la somme de 6,691 francs, qu'il avait versée jusqu'alors à l'apport sur la portion dont il était tenu dans l'apport social;

Et sont convenus avec ledit sieur de St-Ouen, de fixer définitivement et à forfait, le quart revenant à ce dernier dans les bénéfices qu'avait pu faire ladite société jusqu'alors, à la somme de 10,000 francs.

Ces deux sommes de 6,691 francs et de 10,000 francs, ont été stipulées productibles d'intérêts à raison de 5 pour 100 par an, le tout payable aux époques et de la manière fixés audit acte et sur les bénéfices que ladite société pourra réaliser chaque année.

Suivant acte passé devant M^e Landon et son collègue, notaires à Paris, le 16 avril 1840, enregistré à Paris, 3^e bureau, le lendemain, folio 84, recto, case 8, par Favre, qui a reçu 1 fr. 10 cent; il a été formé une société commerciale en commandite pour la commission d'achat avec crédit pour l'exportation, entre M. César LECLAIR, négociant, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, 40, fondateur-gérant; M. Aimé Vouillemont, négociant, demeurant à Lyon, quai Saint-Clair, 15, associé-gérant, et les personnes qui adhéreraient à cette société. Les associés-gérants auront seuls la gestion et seront seuls responsables; les autres associés seront simples commanditaires. La durée de la société est fixée à dix années, à partir du jour de sa constitution; cette constitution aura lieu lorsque le capital social aura été souscrit pour un million ou son cinquième. Le capital social est fixé à cinq millions, divisés en actions nominatives de 5,000 fr. Le siège principal est à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, 40. Un comptoir sera immédiatement établi à Lyon. La raison sociale est C. LECLAIR et Comp. Les seuls associés-gérants sont la signature sociale. Les associés-gérants ont souscrit chacun pour moitié pour 100,000 fr. qui seront compris dans le premier cinquième du capital social devant constituer la société. Pour publier, tout pouvoir a été donné au porteur d'un extrait.

Tribunal de commerce.

DÉCLARATIONS DE FAILLITES.

Jugemens du Tribunal de commerce de Paris, du 28 mai courant, qui déclarent la faillite ouverte et en font provisoirement l'ouverture audit jour.

LES DOULEURS, RHUMATISMES et BRULURES, ainsi que les Cors, Ongons et OEdèmes-Perdrix, sont promptement guéris par l'usage du PAPIER FAYARD et BLAYN, aux pharm. r. Montholon, 18, et r. du Marché-St-Honoré, 7, en face celle St-Hyacinthe.

CHARRÈRE, rue Saint-Denis, 528, cité Gandais.

GRAND ASSORTIMENT DE

FRUITS DU MIDI.

MARMELADE et Pâte d'abricots d'Auvergne à 55 0/0 au-dessous du cours Marmelade d'abricots depuis 60 c. jusqu'à 1 fr. 20 c. le demi-kilog.; Pâtes d'abricots glacées, cristallisées, brochettes, etc., dessins assortis, de 1 f. 70 c. à 1 f. 90 c.; Fruits confits au sirop glacés et cristallisés, de 1 fr. à 1 fr. 40 c.; Fruits à l'eau-de-vie assortis, à 10 fr. le cent; Gelée fine au rum, à la vanille, à l'orange, à la rose, au citron, à 1 fr. 30 c.; Nougat rouge de Provence, à 1 fr. 80 c. et au-dessous; Nougat blanc assorti de diverses qualités, à 2 fr. 25 c. et au-dessous.

Quelquejeu, PATE DE LIMAÇON Rue de Poitou, 13. Contre les toux opiniâtres, catarrhes, asthmes, crachem. de sang, coqueluches.

Ventes immobilières.

A vendre par adjudication, qui aura lieu en l'étude et par le ministère de M^e Mauboussin, notaire au Mans, le dimanche, 3 mai 1840, à midi.

La TERRE DES NOYERS, située communes de Change et d'Yvre-l'Évêque (Sarthe), à 5 kilomètres du Mans, sur le bord de la grande route de Paris à Nantes.

Elle se compose d'un château et de ses réserves, d'une ferme, de deux bordages, d'un moulin, de bâtiments destinés pour une poterie et d'autres pour une féculerie.

La contenance de cette terre est de 235 hectares 33 ares 10 centiares.

Cette propriété réunit tous les agréments, la pêche et la chasse y sont abondantes. Elle est traversée par la rivière d'Huisne, dans un rayon de 1670 mètres. Le moulin, mu par une chute d'eau de la force de 50 chevaux, peut être utilisé pour toutes espèces d'usines ou de manufactures. L'eau ne manque jamais.

On pourra traiter de gré à gré avant le jour de l'adjudication.

S'adresser, pour avoir des renseignements sur la valeur et les revenus des biens, 1^e au Mans, à M. Grison, proprié-

taire, rue Royale, 32; et à M^e Mauboussin, notaire au Mans, dépositaire des titres et des plans de la propriété; 2^e à Courville, à M. Jausse, juge de paix; 3^e à Chartres, à M^e Langlois, notaire; 4^e et à Paris, à MM. Jarry fils et Beauvais, banquiers, rue Pavée-Saint-André-des-Arts, 1.

Avis divers.

OFFICE D'HUISSIER à céder, à huit kilomètres de Paris (banlieue). Produit: 11,000 fr. Prix : 58,000 fr. — S'adresser au cabinet littéraire, rue Basse-du-Rempart, 78, tous les jours avant midi.

70 à 80,000 fr. à emprunter par bonne hypothèque sur immeubles situés à Paris. S'adresser à M. Forjéon, boulevard Bonne-Nouvelle, 8.

MARIAGES

Les personnes qui veulent se marier peuvent s'adresser avec confiance à M^{me} SAINT-MARC, rue Cadet, 18, qui a plusieurs dames et demoiselles riches à établir. (Affranchir.)

convoqués pour la vérification et affirmation de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM. les syndics.

CONCORDATS.

Du sieur CLERC, limonadier, rue Haute-feuille, 30, le 4 mai à 10 heures (N^o 780 du gr.);

Du sieur LAMPERIÈRE, entrepreneur de maçonneries et md de vins, à La Chapelle-St-Denis, boulevard St-Ange, 21, le 5 mai à 2 heures (N^o 9735 du gr.);

Pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite et être procédé à un concordat ou à un contrat d'union, et, au dernier cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

NOTA. Il ne sera admis à ces assemblées que des créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision.

REMISES A HUITAINE.

Du sieur VATINELLE, ancien menuisier, rue de la Verrière, 58, le 5 mai à 10 heures (N^o 1311 du gr.);

Pour reprendre la délibération ouverte sur le concordat proposé par le failli, l'admettre s'il y a lieu, entendre déclarer l'union et, dans ce cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics.

ASSEMBLÉES DU JEUDI 30 AVRIL.

Onze heures : Colle, ancien bonnetier, conc. — Léger, md de vins-restaurateur, synd. — Tixier, vouturier, id.

Une heure : Laloumet, fabricant de chaussures, id. — Rampon, md de vins, id. — Carron, négociant, clôt. — Mulatier-Robert, négociant, id.

Deux heures et demie : Lacroix, libraire, id. — Laugier et C^e (distillerie de la mélasse) et Laugier seul, parfumeur, id. — Soulié, négociant en laines, vérification, id.

DÉCÈS ET INHUMATIONS.

Du 25 avril.

Mme Solignat, rue des Récollets, 7. — M. Delaunoy, boulevard Bonne-Nouvelle, 21. — M. Pinaud, rue de la Vieille-Monnaie, 22. — M. Baurier, rue de la Corderie, 1. — M. Ferrand, rue du Cimetière St-Nicolas, 21. — M. Colas, rue Saint-Bernard, 5. — M. Tafoureaux, rue de Lesdiguières, 1. — M. Pons, quai des Ormes, 54. — Mlle Dubelley, rue du Bac, 43. — M. Waast, rue Herlin-Bertin, 8. — Mlle Redon, rue de l'Université, 60. — M. Bretherlon, rue de Cluny, 4.

BUVEZ-MOI

UN SOU LA BOUTEILLE.

Rue St-Honoré, 398, rue Coq-Héron, 3 bis.

D^e FÈVRE. — Exposition de 1839.

La Poudre de Seltz gazeuse carbonique est l'eau presque partout malsaine, nuisible aux dents et à l'estomac; elle en fait une boisson rafraîchissante et salutaire qui se prend pure ou se mêle au vin sans l'affaiblir; facilite la digestion, prévient la pierre, la gravelle, les rétentions et empêche de reins des hommes de bureau. — Poudre de vin mousseux gazeuse. — Poudre de vin mousseux changeant tout blanc en champagne. — 20 paquets pour 20 bouteilles, 1 fr.; très forts, 1 fr. 50 c.

A CÉDER A L'AMIABLE, un ÉTABLISSEMENT industriel de première nécessité, fondé depuis 15 ans, d'une facile gestion, dont le siège est aux portes mêmes de Paris. Les recettes journalières et assurées présentent un très bon bénéfice qui ne peut qu'augmenter. Prix 50,000 fr., y compris le matériel d'une valeur effective de plus de moitié. S'adresser à M. Forjéon, boulevard Bonne-Nouvelle, 8.

A partir de lundi 27 avril, les bureaux et caisse de MM. Linneville, Lelièvre & C^e, banquiers, seront transférés rue de la Chaussée-d'Antin, 26.

BORDEAUX, CHAMPAGNE.

Bourgogne, Rhin, Moselle.

A. JOUBERT, 33, rue Neuve-Vivienne, ne tient le seul dépôt à Paris, de MM. BARTON et GUESTIER, de Bordeaux; RUIBARD père et fils, de Reims; M. MARCY, de Nuits, et DEINHARD de JORDAN, de Coblenz.

PLACEMENT SUR.

A vendre, dans une ville de 20 à 30,000 âmes, une imprimerie et un journal politique, de commerce et d'annonces, d'un produit annuel, net et patenté, ensemble de 20,000 francs. S'adresser à Paris, à M. Van Tal, rue Buffault, 23.

M. Claequesin, rue St-Jacques, 32. — M. Chémouillet, rue du Foin-St-Jacques, 6. — Mlle Cédot, rue de la Harpe, 16. — M. Benoist, rue d'Éper, 29. — Mme Robilliard, rue Moutferrat, 28. — Mme veuve Pasquier, rue St-Honoré, 412. — M. Guilloteaue, allée d'Antin, 11. — Mlle Bidaud, passage St-Denis.

Du 26 avril.

M. Bonnelle, rue Montpensier, 34. — M. Le-sueur, rue de la Chaussée-d'Antin, 10. — M. Grepier, place Breda, 7. — M. Tallet, rue de l'Échiquier, 39. — Mme Scheffer, rue Montfaucon, 27 et 28. — M. Gimbert, rue du Foin-St-Honoré, 11. — Mlle Flamariou, rue Coquillière, 27. — Mme veuve Palissaut, rue des Fossés-St-Germain-l'Auxerrois, 22. — Mme Gandonnieux, rue Ste-Barbe, 12. — Mme Prehaut, rue Bailly, 1. — Mme veuve Triquet, rue du Faubourg-du-Temple, 44. — M. Mourlon, rue Bonfithourg, 30. — Mme veuve Petit, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 47. — Mme de Montchoussy, rue St-Paul, 21. — Mme Vangersel, rue de la Vieille-Draperie, 15. — M. Sannot, mineur, rue de la Bûcherie, 12. — Mlle Masson, rue Mazurint, 44. — M. Lantiez, rue du Bac, 114. — M. Auzon, rue St-André-des-Arts, 56. — M. Aubertin, rue du Petit-Pont, 24. — Mme veuve Cotin, rue Dauphine, 47. — Mme Meslant, rue du Plâtre-St-Jacques, 21. — M. Claude, rue de l'Abalète, 14. — M. Eby, rue d'Austerlitz, 4. — Mlle Richard, rue Neuve-St-Marc, 6. — M. Marchand, enclos du Temple, 8. — M. Cuisin, rue de Sévres, 69. — M. Auriot, boulevard de l'Hôpital, abattoir Villejuif.

BOURSE DU 29 AVRIL.

Table with columns: A TERME, 1^{er} c., pl., ht., pl., bas, 1^{er} c. Rows include 5 0/0 comptant, Fin courant, 3 0/0 comptant, etc.

Table with columns: Act. de la Banq., Empr. romain, Oil. de la Ville, Caisse Lafitte, etc. Rows include 3340, 105, 1282 50, 1090, etc.

BRETON.

Enregistré à Paris, le Avril 1840.

Recu un franc dix centimes.

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, IMPRIMEUR EN ORDRE DES AVOCATS, RUE NEUVE-DES-PETITS CHAMPS, 37.

pour légalisation de la signature A. Guyot, le maire du 2^e arrondissement.